

Interview de Info-Handicap avec Mme la Ministre Lydia MUTSCH dans le cadre du projet « MODES D'EMPLOI »

1. Êtes-vous d'avis que l'emploi des personnes en situation de handicap est un défi à relever et comment évaluez-vous l'urgence d'y réagir ?

En tant que ministre de la santé et de l'égalité des chances, je considère l'inclusion professionnelle comme une incitation forte à rendre le monde du travail accessible à toutes les personnes, y compris à celles en situation de handicap.

J'aimerais insister sur deux points qui constituent d'après moi les défis à relever. Tout d'abord, l'accès au marché du travail signifie aussi une adaptation adéquate du poste de travail qui est bénéfique au maintien de la santé physique et psychique des personnes et tout particulièrement des personnes présentant un handicap. Ensuite, une politique adéquate de santé doit aussi prévoir l'adaptation du milieu de travail par rapport à la pyramide des âges, en particulier en ce qui concerne les salariés âgés.

N'oublions pas que l'Europe s'attèle elle aussi à la tâche : la proposition de directive relative à l'accessibilité actuellement en négociation à Bruxelles devrait augmenter les chances des personnes en situation de handicap d'accéder à l'éducation et à l'emploi.

Il y a urgence de présenter davantage d'initiatives attribuant un rôle actif aux citoyens et de les rendre plus autonomes.

2. Quelles sont les mesures actuellement en place destinées à combattre le chômage des personnes en situation du handicap ?

Je souhaite mentionner les ateliers thérapeutiques, conventionnés par le ministère de la santé, comme instrument favorisant la lutte contre le chômage de certaines personnes à difficultés. Avec un total de 425 postes de travail, les ateliers thérapeutiques constituent un véritable marché du travail parallèle à conditions de travail adaptées aux moyens et possibilités de ces collaborateurs malades.

C'est la valeur thérapeutique du travail qui importe et la production est plutôt un effet secondaire bénéfique. Le ministère des finances a toujours suivi l'argumentation du ministère de la santé et le ministère de la santé a pu éviter que l'obligation de faire des recettes trop élevées et par conséquent la pression d'une production ait entraîné l'exclusion des personnes « faibles ».

3. Pensez-vous que les mesures en place permettent de combattre effectivement le chômage des personnes handicapées ? De quelle façon et quelles en sont les étapes dans le temps ?

Je suis particulièrement fière de pouvoir contribuer à l'objectif visant à combattre effectivement la lutte contre le chômage des personnes en situation d'handicap, grâce au nouveau projet « COSP-HR » (« Centre d'évaluation et d'orientation socio-professionnelle pour les demandeurs d'emploi ayant le statut du salarié handicapé et/ou du salarié reclassé »). Ce projet, dont le lancement est prévu pour janvier 2017, devra favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap ou de reclassement sur le marché de l'emploi.

Concrètement, ce projet se caractérise par une collaboration interministérielle étroite entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, l'ADEM, le ministère de la Famille et de l'Intégration, le ministère de la Santé, l'UEL, l'INDR ainsi que le RehaZenter et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique. Ces deux établissements publics sont les partenaires clés du projet puisqu'ils réalisent les évaluations médicales et les orientations en lien direct avec l'état de santé des personnes en situation de handicap.

Le projet « COSP - HR » proposera aux demandeurs d'emploi ayant le statut du salarié handicapé et/ou du reclassé inscrits à l'ADEM, une évaluation de l'état de santé actuel, de ses capacités physiques, psychiques et de travail, de la résistance au stress et de ses compétences sociales en groupe par le biais de différents examens médicaux. Cette évaluation est suivie d'une formation et d'un encadrement dans la recherche d'un emploi. L'orientation et la définition d'un projet professionnel personnalisé, en lien avec les capacités résiduelles sont les clés de voûte de ce projet ambitieux et à multiples facettes.

Je souscris entièrement à l'objectif de ce projet consistant à relancer un processus de (ré)insertion professionnelle articulé autour d'une évaluation individualisée, actualisée et systémique.

Je tiens également à souligner le rôle de la commission médicale des travailleurs handicapés qui, sous la présidence du Ministère de la santé, rassemble les données médicales concernant l'état physique et psychique permettant de mieux évaluer le degré du handicap et les difficultés de santé sous-jacentes, contribuant ainsi à mieux orienter les personnes concernées sur le marché du travail au profit des jeunes à besoins spécifiques ou provenant de l'éducation différenciée.

J'espère que dès janvier prochain, on réussira à mobiliser les employeurs à s'impliquer rapidement en faveur de la mise en place du projet.

4. Quels sont selon vous les besoins/réserves des entreprises en matière d'embauche ou de maintien dans l'emploi de salariés handicapés et comment pensez-vous que votre Ministère puisse y répondre ?

On constate malheureusement encore trop souvent que certaines entreprises sont réticentes à embaucher des personnes en situation de handicap, tout simplement parce que le terme de handicap ne laisse parfois pas imaginer, qu'au-delà de certaines limites, les personnes possèdent des compétences qui peuvent parfaitement être compatibles avec les besoins en main d'œuvre des entreprises. Il y a donc un travail de sensibilisation et d'information à faire.

De mon côté, je tiens à rappeler aux entreprises l'existence du médecin du travail et ses compétences permettant d'adapter le poste de travail par rapport aux besoins spécifiques découlant d'un handicap physique et/ou psychique.

5. Selon nous le travail interministériel dans ce domaine est primordial. Quelle est votre position à ce sujet ?

Le Gouvernement en place soigne un échange et une collaboration réguliers entre les différents départements ministériels concernés.

Je suis d'avis qu'il pourrait être bénéfique d'intensifier davantage ce dialogue. Car c'est cet échange multisectoriel qui permettra de développer les mesures d'une politique active de l'emploi qui est adaptée aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap physique et/ou psychique.